



Événement

Vous avez dit « gain de pouvoir d'achat » ?

Entre la valse des étiquettes, dopée par les taxes, et les promesses sur leurs feuilles de paie et d'impôt, les Français sont déboussolés. Un défi pour le quinquennat Macron, qui a fait du niveau de vie une priorité.

Début février, Benjamin Griveaux s'est livré à un drôle d'exercice. Face caméra, un portrait d'Emmanuel Macron derrière lui, le porte-parole du gouvernement s'adresse aux Français dans un message diffusé sur Twitter et Facebook. « Je vais vous prendre une minute pour vous expliquer très concrètement comment le gouvernement agit pour votre pouvoir d'achat » Et de détailler les différentes mesures prises, comme la baisse des cotisations salariales chômage et maladie, pour tous les salariés. « Vous avez pu le constater sur votre fiche de paie et ce n'est qu'un début. Ces cotisations seront entièrement supprimées au mois d'octobre. » Puis vient la suppression de la taxe d'habitation sur trois ans. « Ça commence dès cette année pour 8 Français sur 10. » Avant de faire l'addition pour une personne qui gagne 1800 euros nets par mois. « Le gain représentera plus de 1 000 euros à la fin du quinquennat. » Et d'inviter chacun à faire le calcul sur le simulateur de pouvoir d'achat sur le site de Bercy, installé le 21 décembre. Depuis, plus de 400 000 personnes s'en sont servies, témoignage d'une intense préoccupation sur le sujet. En janvier, les prix du gaz, du diesel, de l'essence, du fioul domestique ou encore du timbre-poste se sont envolés (voir ci-contre). En mars, ce sera un euro de plus par paquet de cigarettes. Difficile à digérer alors que tout le monde à en tête les rixes provoquées par les promotions monstres d'Intermarché sur le



Bousculades dans un Intermarché à Bourg-en-Bresse, le 26 janvier. Les promotions monstres ont réveillé le sentiment que les Français n'avaient pas leur compte.

« Les dépenses contraintes pèsent déjà 36% du budget des Français contre 31,3% en 2000. »

Flavien Neuvy, responsable de l'Observatoire Cetelem.

Nutella. La petite musique des consommateurs-vaches à lait s'est remise à tourner. Plus qu'ailleurs en Europe, ils affirment ne pas avoir leur compte. Selon le baromètre annuel de l'Observatoire Cetelem, publié le 6 février, 48% des consommateurs jugent même que leur pouvoir d'achat a baissé en 2017. Pourtant, selon l'Insee, il a progressé de 1,6% l'an dernier (voir page 20). Cherchez l'erreur ! « Il existe une spécificité française sur ce sujet, rappelle Flavien Neuvy, responsable de l'Observatoire Cetelem. C'est une donnée constante, avec un jugement plus négatif qu'ailleurs sur leur avenir et la situation du pays. » Ce manque de confiance a plusieurs explications. C'est d'abord le sentiment qu'un jeu de bonneteau se joue en permanence entre allègements d'impôts et hausses de taxes. A la mi-janvier, l'énorme bourde de Jacqueline

Gourault, ministre déléguée à l'Intérieur, sur LCP, laissant entendre que la suppression de la taxe d'habitation serait compensée par la création d'un impôt pour les collectivités locales, a conforté cette suspicion. Il a fallu que Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, monte au créneau pour couper court à la rumeur. Pas étonnant dans ce climat que 70% des Français ne fassent pas confiance à Emmanuel Macron pour améliorer leur niveau de vie (sondage Elabe pour Les Echos, Radio Classique et l'Institut Montaigne).

Quête du « bénéfice citoyen »
 « Notre principal enjeu, c'est de restaurer la confiance de nos concitoyens envers leurs dirigeants, martèle le député Gilles Le Gendre, porte-parole du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale. Mais les Français sont comme des enfants battus, quand on s'approche d'eux pour les embrasser, ils s'éloignent parce qu'ils ont peur de prendre un coup. » Selon lui, il faut qu'à chaque réforme, il y ait un « bénéfice citoyen », mesurable par chacun, comme la lutte contre les déserts médicaux ou la fin des « zones blanches » en téléphonie mobile. Mais pour le consommateur, ce bonus doit se traduire en monnaie sonnante et trébuchante. Et c'est bien toute la difficulté du gouvernement. Ce malaise des Français a aussi des explications plus rationnelles. « Quand l'inflation est presque nulle, les salaires progressent peu. Les gains sont minimes. Impercep-



► 15 février 2018 - N°553

Des hausses en rafale

Evolution des prix depuis le 1^{er} janvier



* AU 1^{er} MARS



FIOUL DOMESTIQUE
 +6%



SOURCE : DEVELOPPEMENT DURABLE.GOUV.FR



Photos : Réa - Photomontage/SDP

tibles », explique Flavien Neuvy. Et quand un train de hausses s'annonce, c'est encore pis : fin décembre, une note de l'Insee a chiffré à environ 4,5 milliards d'euros leur impact sur les prélèvements obligatoires. Cela représentera 0,3% en moins sur l'évolution du pouvoir d'achat, dont l'acquis serait en conséquence limité à +0,6% au premier semestre 2018. Gain très minime, mais gain tout de même...

Achats plaisir sacrifiés

La dépendance aux abonnements (téléphone, transport, musique) accentue ce sentiment de siphonnage de la porte-monnaie. Quant aux

dépenses contraintes, celles que l'on peut difficilement raboter comme le logement, la santé, l'éducation ou les assurances, elles continuent de progresser plus vite que les revenus. « Elles pèsent déjà 36% du budget des Français contre 31,3% en 2000, indique le responsable de l'Observatoire. Dans cinq ans, selon nos estimations, ce pourrait être 37% à cause du logement. » Résultat : les achats plaisir, dont raffole le consommateur, comme les sorties au restaurant, au cinéma et au théâtre, les vacances ou les boissons alcoolisées, sont sacrifiés comme le montre l'étude du Cetelem.

Mais un poste de dépense cristallise la perception de son pouvoir d'achat, c'est le prix de l'essence. Certains ont tendance à l'oublier dans les grandes villes, la voiture reste le principal mode de transport pour 72% des Français, selon une étude de Sofinscope. Et bien souvent en province, ils n'ont pas de solution alternative pour se déplacer. « Chaque semaine, l'automobiliste va à la pompe et suit l'évolution des tarifs, insiste Flavien Neuvy. C'est un marqueur très fort. » Les hausses appliquées au 1^{er} janvier, sous l'effet des taxes, ont réveillé la grogne. « L'argument de la convergence du prix des carburants n'est pas ►►►



acceptable car les taxes ont aussi ►►► augmenté sur l'essence », fait remarquer un commerçant plein de bon sens.

Même quand l'objectif est largement partagé, comme la lutte contre la pollution, les taxes sont mal expliquées. « Il y a une pédagogie de la politique, rappelle un expert en communication. Ce n'est pas parce que ce gouvernement veut montrer qu'il tient ses engagements que l'on peut se passer de débats et des relais d'opinion. » Petit rappel à ceux qui ont oublié le tragique épisode des portiques inventés par Ségolène Royal pour lever l'écotaxe. De fait, si le gouvernement a plutôt bien réussi les grandes réformes structurelles, comme le travail ou l'éducation, il est moins performant sur des sujets plus impliquants comme le pouvoir d'achat ou la sécurité.

Rumeurs de cagnotte fiscale

Ces derniers jours, on a donc vu des ministres monter au front alors qu'une rumeur de cagnotte fiscale de 8 milliards d'euros commençait à prospérer. L'idée que celle-ci puisse être redistribuée, notamment grâce à la défiscalisation des heures supplémentaires, étant suggérée jusque dans les rangs de la majorité. Sur France Inter, le 5 février, Bruno Le Maire a d'abord repoussé l'application d'une telle mesure à 2020. « Il



Bruno Le Maire, le 5 février. « Il serait facile de redistribuer tout de suite, a dit le ministre de l'Economie. Creuser la dette, c'est jeter l'argent par les fenêtres. »

serait facile de redistribuer tout de suite, a-t-il dit. Creuser la dette, c'est jeter l'argent par les fenêtres. » Mais le lendemain, le Premier ministre, Edouard Philippe, évoquait une possible « désocialisation » des heures supplémentaires « si on dégage des marges de manœuvre dans le financement de la protection sociale et si les choses vont mieux. » Sans remettre en cause la date de 2020. Depuis quelques semaines, une rengaine s'installe : la relance de l'économie prendra du temps. Les hoquets du chômage, qui descend et remonte d'un mois à l'autre, n'incitent pourtant pas à la patience. Et

ce ne sont pas les grandes réformes macroéconomiques qui rassurent le consommateur.

Hausse des prix alimentaires

Or, un nouveau feu couve. Le projet de loi du ministre de l'Agriculture, qui sera débattue au printemps, prévoit le relèvement du seuil de revente à perte, conduisant les distributeurs à vendre plus cher. Selon le président de l'UFC-Que Choisir, Alain Bazot, ce sont entre 0,7 et 2 points d'inflation sur les produits alimentaires, soit de 1,7 à 5 milliards d'euros de surcoûts pour les consommateurs qui se profilent. « Cela pourrait représenter jusqu'à 177 euros par ménage », calcule-t-il. Michel-Edouard Leclerc, le patron des centres E.Leclerc, l'a dit autrement le 9 février, dans *Les Echos* : « Ce que je sais, c'est qu'une hausse de 10% des prix sur les produits les plus connus aura un impact inflationniste et psychologique très fort sur les consommateurs. » Et d'enfoncer le clou : « Le couac de l'amputation des APL de 5 euros n'est rien à côté ! », faisant référence au pataquès de l'été dernier après l'annonce d'une baisse de l'Aide personnalisée au logement. Le gouvernement est prévenu.

Kira Mitrofanoff